Entre politique d'État et sphère privée. Les femmes dans la RDA des années 1960 et 1970

Between state policy and private sphere: women in the GDR in the 1960s and 1970s

Donna Harsch

Traducteur : Geneviève Knibiehler

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12364>

DOI : 10.4000/clio.12364

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2015

Pagination : 89-113

ISBN : 9782701194318

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Donna Harsch, « Entre politique d'État et sphère privée. Les femmes dans la RDA des années 1960 et 1970 », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 17 juin 2017, consulté le 24 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12364> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12364>

Entre politique d'État et sphère privée. Les femmes dans la RDA des années 1960 et 1970

Donna HARSCH

À la fin des années 1960, les femmes de la République démocratique allemande (*Deutsche Demokratischer Republik* – DDR¹) se trouvent au centre des multiples dilemmes économiques et sociaux auxquels le SED (le parti socialiste unifié) doit faire face. L'État-SED, comme le montrent les résultats de la recherche féministe, a socialisé la production et mobilisé les femmes pour le travail salarié, mais sans réussir à transformer l'organisation et la structure des relations domestiques². Cette négligence revient désormais le hanter. Les femmes, entrées en masse sur le marché du travail au début des années 1960, ont, d'une part, contribué à la baisse du taux de natalité et, d'autre part, rapidement tenté de réduire leur temps de travail en se retranchant dans des emplois à temps partiel. Étant donné le manque significatif de main d'œuvre en RDA, le SED s'alarme de tels comportements qui le poussent au changement de cap le plus radical de son histoire, avant celui de 1989³.

En 1971, Erich Honecker, le nouveau Premier secrétaire du bureau politique du SED, déclare que la « tâche principale », pour la RDA, est « l'élévation du niveau de vie matériel et culturel du peuple ». Le SED élabore un programme consistant à détourner des fonds de l'investissement productif collectif au profit du bien-être des individus et de la consommation privée et sociale, par l'augmentation des salaires et des pensions, l'octroi de crédits financiers et de baisses

¹ L'article traduit en français utilise le sigle RDA.

² Diemer 1994 ; Helwig 1995 ; Penrose 1990 ; Ansorg & Hürtgen 1999 ; Alsop 2000 ; Szepansky 1995.

³ Maier 1997 : 58.

d'impôts, la production de logements et de biens de consommation, la baisse des prix, la construction de crèches, l'augmentation des congés et vacances et la réduction du temps de travail. Il prend des mesures natalistes importantes, parmi lesquelles un allongement substantiel du congé de maternité. En dépit de sa volonté affichée de relancer la natalité, l'État légalise l'avortement et offre à toutes les femmes adultes l'accès à la contraception orale, ce qui met fin à deux décennies de régulation politique très restrictive de la reproduction. Le programme de Honecker, pompeusement intitulé « unité de la politique sociale et économique », remet implicitement en question de très anciennes certitudes économiques, enracinées dans l'idéologie stalinienne, selon lesquelles la production l'emporte sur la consommation, l'avenir compte plus que le présent, et les aspirations individuelles sont nuisibles aux engagements collectifs⁴.

Alors que les chercheurs travaillant sur l'histoire politique voient le programme de Honecker comme une réponse aux pressions extérieures et aux relations internationales, les spécialistes d'histoire sociale, à l'instar de la soviétologue Gail Lapidus, y voient un grand pas en avant dans le long processus de confrontation des communistes avec « l'interaction, plus complexe que prévue, des questions sociales et économiques »⁵. Avec la modernisation de l'économie, la société est-allemande devient plus différenciée et plus autonome. L'État doit satisfaire les besoins sociaux s'il veut pouvoir exiger de la population une quelconque loyauté politique⁶. Pour les historiens du travail et de la société, il ne s'agit pas d'un processus d'affirmation des travailleurs, ceux-ci devenant seulement plus exigeants du fait du manque aigu de main d'œuvre, ce facteur économique venant consolider la place centrale du prolétariat dans l'idéologie communiste⁷.

L'élaboration fortement « genrée » du plan social du Politburo et son orientation très nette en faveur de la famille ne sont habituellement mentionnées ni dans les analyses politiques ni dans les recherches

⁴ Harsch 2007 : 304-305 ; Hübner 1995 : 177.

⁵ Lapidus 1978 : 287.

⁶ Maier 1997 : 36-37 ; Thaa *et al.* 1992 : 26, 13, 61.

⁷ Bouvier 2002 : 78-79. Pour d'autres citations, voir Harsch 2007 : 308, notes 25 et 26.

d'histoire sociale. Les chercheuses féministes, en revanche, ont souligné le « maternalisme » du programme de Honecker. Son contenu reflète la place centrale des femmes dans l'emploi, la reproduction biologique et la reproduction sociale. La *Muttipolitik* (politique des mamans) de Honecker adopte des stratégies nouvelles et redéfinit des priorités mais, comme je le montrerai, ne rompt ni avec l'éternel pronatalisme de l'État ni avec son engagement indéfectible en faveur de l'emploi des femmes. Les orientations et les tactiques, si elles paraissent nouvelles, s'enracinent en fait dans les politiques et les expériences des années 1960. Je prétends en outre que la politique sociale n'est pas seulement imposée d'en haut mais résulte aussi de « négociations stratégiques » entre le parti-État et les femmes. Suivant leur situation conjugale, maternelle et sociale, les femmes ignorent les politiques gouvernementales, s'y opposent ou en tirent avantage⁸. Les femmes ne peuvent négocier avec l'État que de façon morcelée mais ce qu'elles expriment a une influence sur la politique, en particulier après que le SED ait créé, dans les années 1960, des commissions de femmes (sous l'égide de la Commission des femmes du Politburo). Les membres de ces commissions questionnent les femmes sur leurs choix de vie et proposent aux dirigeants du Parti une interprétation des réponses. Décisions politiques et choix privés s'influencent mutuellement, avec des conséquences imprévues. Ce processus dynamique contribue de manière subtile mais significative à la privatisation et à l'individualisation des sensibilités et des subjectivités, en particulier parmi les femmes éduquées, lesquelles sont de plus en plus nombreuses. Le programme de Honecker est une réponse aux effets sociaux de ces processus – qui connaissent grâce à lui une accélération spectaculaire.

Cet article s'appuie sur une recherche menée dans les archives du SED, des syndicats (FDGB), de la Ligue démocratique des femmes (*Demokratische Frauenbund Deutschlands* – DFD), des ministères de la Santé, de la Justice et du Travail. Les données proviennent d'études statistiques, de rapports sur les conditions de vie dans certaines localités ou certains lieux de travail, de comptes rendus de réunions, de correspondances officielles, de lettres de doléances adressées par des femmes aux autorités gouvernementales ou du Parti. Les sources

⁸ Voir aussi Sachse 2002 : 382-403 ; Budde 2003.

imprimées comprennent la presse quotidienne et le journal officiel du droit, où sont exposées des études de cas de divorces et autres affaires portées devant les tribunaux⁹.

L'État et les femmes dans les années 1960

La RDA n'avait pas au départ de « politique de la femme ». Au fond, en dépit de la propagande sur l'émancipation par le travail salarié et la pression exercée sur les femmes (célibataires) pour qu'elles entrent dans le marché du travail, les dirigeants principaux du SED et la plupart des ministres ne s'intéressaient pas à la situation particulière des femmes et ne connaissaient pas les conditions et les relations domestiques qui façonnaient très profondément leurs vies. Les cadres du Parti et du gouvernement avaient, certes, affaire aux mères, aux épouses, aux travailleuses et aux consommatrices¹⁰. Mais la « question des femmes » ne fut pas énoncée par les leaders du SED avant la fin de la décennie 1950 et elle ne devint une affaire publique qu'après 1960. Le nouvel intérêt porté aux femmes s'explique par l'aggravation du manque de main d'œuvre, en particulier de main d'œuvre qualifiée. Le gouvernement de Walter Ulbricht (le prédécesseur de Honecker) entreprend d'augmenter la productivité dès avant, mais surtout après, la décision de construire le Mur de Berlin censé endiguer la fuite des travailleurs de l'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest. Les responsables de la planification économique comme les dirigeants du Parti tournent donc leur regard vers les femmes : les ménagères, qui avaient peu réagi aux leviers utilisés par le régime dans les années 1950, représentent la seule réserve de main d'œuvre disponible. Les femmes qui travaillent déjà représentent, quant à elles, la principale réserve de main d'œuvre non qualifiée. Le parti-État entreprend d'inciter les travailleuses à rechercher une qualification, mais son appel n'est pas entendu¹¹.

⁹ On trouvera les éléments du débat et la liste des sources primaires dans Harsch 2007 : 17-18, 321-322.

¹⁰ Sur l'action du SED en relation avec les travailleuses à travers les commissions de femmes sur les lieux de travail dans les années 1950, voir Kott 2001 : 242, 251.

¹¹ Harsch 2007 : 89-101, 115-121.

Employer et qualifier les femmes

Au début des années 1960, la question des femmes et de leur emploi est double. Comment intégrer de manière permanente toutes les femmes mariées, y compris les jeunes mères, dans la population active (sans interruption trop longue lors des grossesses) ? Comment transformer les employées en main d'œuvre qualifiée et les hisser jusqu'à des postes de responsabilité ? Afin de montrer l'engagement avec lequel il aborde ces questions, le Politburo entame, en décembre 1961, une campagne sans précédent en faveur de la formation et de la promotion des femmes. Un « communiqué » très médiatisé, intitulé « Les femmes, la paix et le socialisme », critique la sous-représentation des femmes dans les fonctions dirigeantes et les professions techniques et appelle à une « discussion majeure » sur la place des femmes au travail. La campagne pour la qualification des femmes fait partie d'un effort plus large du parti-État pour relever le niveau de formation (*Bildung*) des travailleurs d'Allemagne de l'Est et de la population tout entière¹².

À première vue, la campagne fonctionne bien. Les femmes mariées, quel que soit leur âge, l'âge de leurs enfants ou leur revenu familial, entrent en masse dans le monde du travail au cours des années 1960. En 1960, 45% des travailleurs étaient des femmes (elles étaient nombreuses dans les métiers agricoles) et 68,4% des femmes âgées de 16 à 60 ans avaient un emploi. En 1965, 70% des femmes *mariées* ont un travail ; 48,3% de l'ensemble des travailleurs sont des femmes (la plupart dans des emplois urbains). En 1967, 55% des femmes ayant *trois enfants ou plus* exercent un travail salarié. Particulièrement remarquable est la participation des jeunes femmes. En 1970, en RDA, le nombre de femmes occupant un emploi salarié était l'un des plus élevés au monde. Plus remarquable encore est la progression du niveau d'éducation et de qualification des femmes. Les femmes qui atteignent leur majorité dans les années 1960 constituent la première génération de travailleuses/employées *qualifiées* dans l'histoire de l'Allemagne¹³. Dès avant 1970, les filles sont plus nombreuses que les garçons à

¹² « Hand und Herz der Frauen für das große Ziel », *Neues Deutschland*, 24.11.1961 ; Kreutzer 1999 ; Helwig 1995 : 68, 78-80.

¹³ Trappe 1995 : 170-172 ; Harsch 2007 : 267-268.

terminer le cycle secondaire d'éducation. Le nombre de femmes poursuivant des études universitaires est égal à celui des hommes au début des années 1970 (et supérieur dans les années 1980)¹⁴. Entre 1960 et 1970, presque 500 000 apprenties passent un examen de qualification professionnelle ; 300 000 autres se qualifient en cours d'emploi. En 1961, 34% seulement des ouvrières du textile – une industrie très féminisée avec des taux relativement élevés de formation des femmes – étaient titulaires d'un diplôme¹⁵. En 1970, 41,2% de l'ensemble des travailleuses/employées de RDA possèdent un diplôme professionnel ou un certificat. Le niveau de qualification des femmes est plus élevé que celui des hommes dans les métiers de l'agriculture, de la santé, du commerce, et de l'administration¹⁶. Détail particulièrement encourageant pour le régime, plus le niveau d'éducation d'une femme est élevé, plus elle a de chance d'exercer un emploi salarié¹⁷.

L'éducation des enfants et les travaux ménagers

Cette réussite impressionnante vient de ce qu'on a su écouter les femmes, ne serait-ce que de manière indirecte et partielle. Les dirigeants du Parti s'occupèrent, tout d'abord, du message que leur avaient adressé, à plusieurs reprises au cours des années 1950, des militantes du SED, des syndicats et du DFD. Ces militantes faisaient remonter les plaintes récurrentes des femmes ordinaires concernant deux types principaux de problèmes. Premièrement l'absence de prise en charge institutionnalisée de la garde des enfants, en particulier de 0 à 3 ans. En 1955, il y avait des places en crèche pour à peine 5,9% des enfants âgés de 0 à 3 ans et en 1960 pour seulement 9,9% d'entre eux. Deuxièmement le manque de biens de consommation susceptibles de rendre les courses, la cuisine, le ménage et la lessive moins chronophages et moins éreintants. En 1960, 6,1% seulement des ménages possédaient un réfrigérateur et 6,2% une machine à laver

¹⁴ Einhorn 1992 : 126-127.

¹⁵ SAPMO-BArch. IV/2/17/37, Bl. 104-111, 5.5.1961, Einschätzung... der Lage der jungen Arbeiterinnen in der Textilindustrie. (Sauf indication contraire, les citations des archives renvoient à Stiftung der Parteien und Massenorganisationen – Bundesarchiv Berlin [SAPMO-BArch]).

¹⁶ Harsch 2007 : 249 ; Kott 2001 : 249, 250.

¹⁷ Leipziger Stadtarchiv IV IV/A-2/17/473, 70.

le linge. À partir de 1960, des économistes commencèrent à se saisir de ces problèmes. En 1970, 56,4% des ménages possèdent un réfrigérateur et 53,6% un lave-linge. En 1970, 23,6% des enfants de 0 à 3 ans sont accueillis en crèche¹⁸.

Les mesures prises pour réduire le travail domestique sont, de toute évidence, contradictoires. Elles combinent l'extension d'un service socialisé (et socialisant), qui cadre avec l'idéologie communiste concernant la famille, et des concessions à la consommation privée destinées à améliorer la vie de famille dans un domicile bien équipé et autonome¹⁹. Les avantages et les inconvénients des deux aspects de la combinaison sont débattus dans le discours public. La presse quotidienne favorise une discussion contrôlée, mais animée sur la valeur relative de la crèche et de la garde des enfants par leur mère. Ce débat public provient, pour une part, des soucis exprimés par les mères quant au bien-être de leurs enfants pris en charge par des structures institutionnelles ; celles-ci servaient souvent de foyer familial de substitution pour la semaine ou pour de plus longues durées. Des universitaires, spécialistes de la question, interviennent des deux côtés. Les défenseurs de la socialisation de l'éducation sortent vainqueurs de ce débat mais celle-ci est assortie d'aménagements : l'accueil à la semaine ou de longue durée est peu à peu abandonné, tandis que les services de garderie à la journée se multiplient et que les personnels des crèches reçoivent une formation leur permettant d'accompagner le développement affectif et cognitif des enfants²⁰. Quant aux tâches domestiques, l'idée de départ était de les socialiser, du moins en partie : ce fut le cas, par exemple, du repas de midi (fourni par les cantines scolaires et sur les lieux de travail) et de la lessive. Dans les années 1950, les usines non seulement mettaient à disposition des buanderies mais proposaient aussi la location d'appareils ménagers. Les buanderies furent très utilisées – elles furent l'objet d'innombrables plaintes – et se multiplièrent après

¹⁸ Reyer & Kleine 1997 : 127 ; Harsch 2007 : 168-173, 183, 188-190. Voir aussi Kott 2001 : 256-257.

¹⁹ Sur la consommation, voir Merkel 1999. Sur la socialisation des enfants dans les crèches, voir Kott 2001 : 253-254 et 2009.

²⁰ Harsch 2007 : 227-234, 297-299.

1960, non pas dans les usines mais en tant que service municipal. La location d'appareils ménagers ne connut pas ce succès ; la ménagère fourbue voulait avoir son propre mixer, son aspirateur, sa machine à laver. Dans les années 1960, le discours officiel se rend à ce point de vue. Le « foyer rationalisé » est présenté comme idéologiquement acceptable, économiquement rentable et socialement féminin. L'économiste Helga Ulbricht explique :

En dépit des services exemplaires qui lui sont offerts et de l'institutionnalisation de l'éducation des enfants, le rôle de la femme comme épouse et mère comprend encore des tâches que la société ne peut assumer dans la phase actuelle du développement socialiste.

Cela ne résoudrait rien, ajoute-t-elle, si les maris partageaient les « tâches [qui] restent à la charge de la famille, » car cela « ne ferait que repousser le problème à un autre niveau ». Au lieu de cela, la RDA devait « rationaliser le travail domestique²¹.

Le rôle des commissions de femmes

Dans les années 1960, les dirigeants du Parti entreprennent en outre de traiter les réponses collectées systématiquement auprès des employées (et des employés, dans une moindre mesure). En 1962, le Politburo crée une Commission de la femme dirigée par Inge Lange – celle-ci allait entrer au Politburo en 1971 comme membre candidate, mais ni elle ni aucune autre femme ne disposa jamais du droit de vote. Les membres de la commission ont pour tâche d'enquêter sur la situation des femmes dans l'économie (industrielle) et l'administration publique²². La commission est secondée par des « groupes de travail » composés de représentants syndicaux (essentiellement des femmes), de responsables du SED, d'économistes, de sociologues, de travailleurs sociaux, de gynécologues et de psychologues. Les groupes de travail évaluent les statistiques, livrent des observations en usine, expertisent les plaintes des femmes, adressées par courrier au gouvernement et aux dirigeants du parti, concernant le travail, la consommation et la reproduction, effectuent des entretiens avec les travailleuses et les hommes qui les encadrent.

²¹ Ulbricht *et al.* 1957 : 28.

²² Kreutzer 1999.

Les programmes de formation, basés sur les évaluations des données fournies par les commissions, sont remaniés pour être plus favorables aux femmes. Ils sont raccourcis, spécialisés et divisés en modules, de manière à ce qu'une travailleuse puisse interrompre son cursus sans lacunes, reprendre plus tard le cours de sa formation, se former à nouveau sans problème, etc. Les usines instituent des « cours spéciaux pour les femmes » afin de leur permettre d'obtenir un diplôme durant leurs heures de travail. Les entreprises organisent des cours « satellites » dans des zones résidentielles, de manière à ce que les femmes puissent suivre des cours du soir. Le système de cours par correspondance, qui existait déjà, se développe²³. En plus des changements concrets – davantage de crèches, de biens de consommation durables (et autres produits de consommation), et d'adaptations innovantes des programmes et des diplômes –, le discours sur la libération et le droit des femmes à l'égalité dans le socialisme se fait entendre avec de plus en plus de force. Les femmes, les filles, les parents des filles, sont la cible permanente du message selon lequel les femmes sont aussi « éducatibles » que les hommes, méritent tout autant cette éducation et en ont besoin pour elles-mêmes, pour leurs enfants, et pour la société socialiste²⁴.

Ni la rhétorique ni la pratique ne peuvent cependant résoudre les problèmes plus graves mis en lumière par les commissions de femmes. Les enquêtrices sont scandalisées par la constance et l'omniprésence manifestes de la misogynie des ouvriers, des contremaîtres, des délégués syndicaux et des dirigeants du parti. Les forts antagonismes qui opposaient les hommes et les femmes sur les lieux de travail dans les années 1950 – au moment de l'arrivée des femmes dans la production industrielle – se sont certes dissipés : du fait de la pénurie de main d'œuvre, il y a du travail pour tout le monde ; plusieurs centaines de milliers d'hommes ont déjà bénéficié d'une vague de formation et sont bien installés dans des emplois qualifiés ; le marché du travail a connu une re-segmentation, à la suite

²³ Trappe 1995 : 171-172 ; Landesarchiv Merseburg, Leuna Werke. Technische Betriebsschule, 1959-1960.

²⁴ Voir par ex. « Ein neues, freies Frauengeschlecht ist herangewachsen », *Neues Deutschland*, 27.6.1964.

de l'arrivée de femmes formées dans l'économie de services en pleine expansion ; les hommes restent majoritaires dans les secteurs de l'économie où les salaires sont les plus élevés. Mais les hommes s'opposent désormais à ce que les femmes investissent les domaines techniques, assument des fonctions de supervision, occupent des postes de haut niveau dans quelque secteur que ce soit, y compris dans des secteurs très féminisés comme ceux de la santé, de la vente au détail et du textile²⁵.

Ce qui choque les membres des commissions, c'est l'omniprésence des signes de l'inégalité homme/femme dans les relations domestiques et en particulier le déséquilibre des relations conjugales dans les couples où l'épouse est ouvrière non qualifiée ou dans ceux où le mari est fonctionnaire du parti, responsable syndical ou contremaître d'usine. Les fonctionnaires locaux, selon les rapports des commissions, craignent souvent que leurs femmes ne les « surpassent ». Ces hommes-là évitent toute discussion sur le lieu de travail concernant les charges domestiques des femmes « parce que cela aurait forcément des répercussions sur leurs propres familles ». Selon un autre rapport : « [C]ertains camarades et responsables économiques empêchent la mise en œuvre de ce que communiquent les femmes et refusent l'égalité homme/femme dans leurs propres familles »²⁶. Les travailleuses se plaignent non seulement de ce qu'elles accomplissent l'essentiel des tâches ménagères et de l'éducation des enfants mais aussi de ce que leurs maris les soumettent à des charges élevées de travail domestique, espérant ainsi se protéger de la frénésie et du désordre caractéristiques des familles où les deux parents travaillent. De nombreux maris souhaitent en rentrant chez eux, trouver un appartement impeccable, des enfants sages et le dîner servi²⁷.

Les commissions de femmes sont là pour servir les intérêts du Politburo. Elles n'en abordent pas moins leur mission très

²⁵ Harsch 2007 : 242-246, 259-262. Sur la question du *re-gendering*, voir aussi Kott 2001 : 246.

²⁶ DP1/VA/1445. Bd. 2, Bl. 23 Arbeitsgruppe FGB Entwurf, Information... Stand : 25.7.1965 ; Bl. 56, Bericht... Entwurf FGB, 6.10.1965 ; DY30/IV2/17/71, Bl. 117, Bericht... Karl Marx Stadt vom 28.8.-7.9.1962 ; DY30/IV2/17/20, Bl. 412, Abschlussbericht... Halle, 5.4.1962.

²⁷ DY34/4298. Arbeitsgruppe Frauen, Einschätzung... 14.1.1966.

consciencieusement et en donnent l'interprétation la plus large possible. Ce qu'elles apprennent au cours de leurs enquêtes les rendent plus sensibles à la complexité des interactions liant la famille, les décisions des femmes concernant l'emploi et la formation, et les objectifs macro-économiques. Leurs rapports cherchent manifestement à élargir la conception que le SED a sur la question des femmes et à attirer son attention sur le fait que leur position publique résulte de leur situation privée. Un rapport tendant à déterminer pourquoi les femmes sont très peu nombreuses à accéder à des postes économiquement importants, cite ainsi les paroles d'une « contremaître en chef » dans une entreprise industrielle :

La leçon la plus importante que nous puissions tirer du processus d'émancipation de la femme est que sa position dans le socialisme est déterminée, avant tout, par le rôle qu'elle joue dans le processus de reproduction sociale²⁸.

Une femme du Département des femmes du FDGB s'exprime quant à elle en ces termes :

Ma propre expérience, mais aussi mes entretiens avec des collègues femmes, me conduisent à croire qu'une femme ne peut assumer des responsabilités administratives que si elle bénéficie du soutien de sa famille – autrement dit de l'égalité [entre mari et femme]²⁹.

Ces rapports ont des conséquences concrètes, comme nous l'avons vu, mais les hommes au pouvoir intègrent l'information à une vision du monde qui non seulement donne la priorité à la production comme principal moteur économique, mais affirme aussi que les activités productives déterminent les relations domestiques.

Un flot de conséquences inopinées

Le fait de ne pas avoir pris au sérieux les *a priori* exprimés par les hommes sur la promotion des femmes ou de ne pas avoir vraiment entrepris de redresser l'inégalité hommes/femmes dans les relations

²⁸ DY 30/IV A2/17/8. Welche Faktoren hemmen den Einsatz von Frauen in mittleren und leitenden Funktionen? 5.9.1967, 1.

²⁹ DY 34/7763, Die Rolle der Frau und die politischen Funktionen der Gewerkschaften, 1968.

domestiques avant d'intégrer ces dernières à la main d'œuvre, quelle que soit leur situation conjugale et maternelle, engendre un flot de conséquences inopinées et inattendues. Certaines d'entre elles, comme de nouvelles formes de division sexuée du travail, peuvent être tolérées par les économistes. D'autres causent consternation et inquiétude. Je vais m'attacher à trois processus qui allaient avoir des conséquences à la fois sur le contenu et la portée du programme de Honecker des années 1970 : le développement du travail à temps partiel pour les femmes ; l'augmentation du nombre de mères célibataires et de divorces ; le déclin de la fertilité, combiné à une augmentation du nombre des demandes d'accès à des méthodes de contraception efficaces.

L'une des tactiques utilisées pour exploiter les réserves de femmes sans emploi consiste à permettre aux ménagères de faire partie de la main d'œuvre en étant employées 30 heures par semaine au lieu de 45. Mise en œuvre en 1959, la possibilité d'un travail à temps partiel attire des milliers de femmes vers le travail salarié. Malheureusement, elle incite aussi les femmes déjà employées à réclamer la réduction de leur temps de travail. Des travailleuses de plus en plus nombreuses menacent de changer d'usine ou de bureau si leur employeur ne leur accorde pas cette possibilité. Étant donné la pénurie extrême de main d'œuvre, les directeurs d'usine cèdent en général à la pression. Le barrage finit rapidement par se fissurer. En 1960, 14,9% de l'ensemble des ouvrières et des employées travaillaient à temps partiel ; en 1964, elles sont 24,2% ; en 1969, 31% d'entre elles ont réduit leur temps de travail³⁰. En 1967, la RDA introduit la semaine de cinq jours, espérant qu'un weekend de deux jours servirait de parade à l'attrait du temps partiel. Au lieu de cela, les femmes sont encore plus nombreuses à réclamer un temps partiel sous prétexte que les journées de travail sont désormais plus longues de 45 minutes. Les protestations les plus nombreuses sont celles des femmes postées en « trois-huit » car le travail de nuit perturbe la vie de famille encore davantage³¹. Selon une enquête menée en 1971, 52% des employées

³⁰ Harsch 2007 : 250-254.

³¹ DY34/11873 ; DY34/4301, Frauenausschuss in den Betrieben, Section L ; Sachse, *Hausarbeitstag*, 269-272.

ne veulent pas travailler à plein temps³². La plupart des femmes employées à temps partiel sont des femmes mariées³³. La majorité d'entre elles sont non qualifiées ou semi-qualifiées³⁴. Il y a peu de raison que cela change : en 1970, 16,9% des ouvrières/employées à temps partiel sont inscrites à des sessions de formation, contre 36,7% de leurs collègues travaillant à plein temps. Les enquêtrices des commissions de femmes du SED et du FDGB tentent, lors des entretiens, de comprendre pourquoi tant de femmes travaillent ou espèrent travailler à temps partiel. Les jeunes mères mariées évoquent le « souci de leurs enfants » et la nécessité d'un « équilibre entre les responsabilités familiales, domestiques et professionnelles ». La semaine de 45 heures, expliquent-elles, pèse de manière intolérable sur elles et sur leurs familles. De nombreuses enquêtées disent avoir opté pour le temps partiel parce que leur mari pense que c'est préférable pour la famille³⁵. Avec une sorte d'ironie historique, l'un des rapports résume ainsi les entretiens : « Raisons ? Enfants et cuisine... » [*Gründe? Kinder und Küche*]³⁶

Le fait que les femmes aient accès à l'emploi et à une meilleure éducation a deux conséquences sociales involontaires : l'augmentation du nombre de mères célibataires et de celui des divorces³⁷. Le pourcentage de naissances hors mariage augmente de 9,8% en 1965 à 13,3% en 1970, après avoir chuté au cours de la décennie précédente. Le SED n'a jamais développé un discours moralisateur à l'égard des mères célibataires – il avait en fait institué en 1950 l'égalité légale entre les enfants nés dans le mariage et ceux nés hors mariage. Il voit cependant d'un mauvais œil l'augmentation du nombre de mères

³² DY30/IV2/2.042/20, Bl. 245, 248, Abt. Frauen, Bericht... Anlage 4, Meinungen eines staatlichen Leiters zur Teilbeschäftigung von Frauen, 24.11.1971.

³³ DY34/5471, Entwurf, Thesen...7.1.1967. S.7 ; DY30/IV B-2/17/731 Analyse... Frauen in Industriebetrieben... 30.7.1970, S.6.

³⁴ DY34/4298. Arbeitsgruppe Frauen, 14.1.1966. Einschätzung...S.2.

³⁵ DY 34/11873, Einschätzung einiger Ursachen für den zunehmenden Übergang der Frauen von der Voll- zur Teilbeschäftigung... (Zeitraum 1968 bis 1969), p. 1-2 ; DY 30/IV 2/2.042/20, Entwicklung der Beschäftigung der Frauen in der Produktion, 24 nov. 1971, fos. 245, 247.

³⁶ DY30/IV2/2.042/20 Bl. 245, Abt. Frauen, Bericht... Produktion, 24.11.1971.

³⁷ Sur le divorce, voir Betts 2010 ; Harsch 2009.

célibataires, ne serait-ce que parce que ces dernières ont, en moyenne, moins d'enfants que les femmes mariées. Il n'apprécie pas non plus l'augmentation des divorces chez les femmes jeunes. En 1958, il y avait eu 1,3 divorces pour 1 000 habitants ; en 1969, il y en a 1,7‰³⁸. Le nombre de divorces diminue chez les couples sans enfants ou dont les enfants sont déjà grands, alors que celui des divorces de couples avec de jeunes enfants augmente. Cette augmentation est favorisée par celle du nombre absolu de femmes demandant le divorce. En 1958, 53,4% des divorces finalement prononcés avaient été demandés par des femmes ; en 1970, elles intentent des procès dans 63,4% des cas³⁹. Le taux de divorce était peu élevé selon les standards actuels mais c'était à l'époque l'un des plus élevés au monde – ce qui contrariait les dirigeants du Parti. Le SED n'était pas passé par la phase bolchevique du discours radical anti-famille, il n'avait jamais prôné la dissolution du noyau familial ni pesté contre le mariage. Il avait mis en œuvre une libéralisation de la réglementation du divorce dans les années 1950, malgré l'opposition exprimée par de nombreuses femmes en Allemagne de l'Est, y compris des membres du parti, qui trouvaient que faciliter le divorce était injuste pour les épouses plus âgées n'ayant pas de compétences négociables ni aucune chance de se remarier (l'après-guerre étant marqué par le déséquilibre démographique homme/femme). Dans les années 1960, le Parti revient sur ses anciens efforts de libéralisation. Il ne va pas jusqu'à renforcer la réglementation du divorce, mais le ministère de la Justice et la presse du Parti s'expriment avec de plus en plus de vigueur en faveur du mariage et de la famille. En 1965, un véritable engouement pour la famille s'exprime dans les réunions publiques autour du nouveau projet de loi de la RDA sur la famille – des réunions animées, généralement positives, qui attirent beaucoup de monde et surtout des femmes. La loi définit la famille comme la « cellule de base de la société » (une expression empruntée au pédagogue

³⁸ Brandenburgisches Landeshauptarchiv (BLHA), Rep. 601, Bezirkstag und Rat des Bezirks Frankfurt/Oder. Akte : 8294. Ehescheidung ; Oberstes Gericht der DDR. Präsidium. 9.9.1970. Ursachen und Tendenzen der Ehescheidungen... S. 4.

³⁹ Mertens 1998 : 36, 66, 41-42.

soviétique A.S. Makarenko) et célèbre l'« éducation dans la famille » (*Familienerziehung*) et le couple (marié) à deux revenus⁴⁰.

De nouvelles mesures concrètes sont mises en œuvre pour sauver les mariages. Comme les politiques de consommation, elles associent une méthode compatible avec le collectivisme socialiste et une autre qui emprunte à la psychologie occidentale de l'individu. Ces tactiques apparemment contradictoires sont symptomatiques de la phase de transition dans laquelle sont entrées dans les années 1960 la société et la politique du Parti au pouvoir. Le Parti (et les juges de la famille) préconisent une « intervention collective ». Le collectif ouvrier représentant l'accusé (toujours le mari dans les cas que j'ai lus) rencontre le couple et tente d'empêcher le divorce – généralement en priant le mari de s'amender et en suppliant la femme de lui faire confiance. Peu appréciées, ces interventions collectives ne tardent pas à disparaître car elles ne sont pas efficaces. Dans le même temps, le ministère de la Santé relance, mais sous une forme moderne, une pratique de la République de Weimar : celle du « conseil sexuel et conjugal », assorti désormais d'une thérapie sexuelle et de quelque chose comme une psychothérapie. Au départ, personne ou presque ne profite de ce service mais à partir de 1970 il commence à se développer, en particulier à Berlin. Soixante à 80% des patients sont des femmes, pour la plupart très instruites⁴¹.

L'indépendance financière, qui permet à une femme de sortir d'un mariage malheureux, est une nouveauté. En sortait-elle aussi pour de nouvelles raisons ? Certains indices suggèrent que la compréhension qu'ont les femmes de l'insatisfaction conjugale se modernise. L'« incompatibilité » devient l'une des cinq principales causes de divorce. Un nouveau motif juridique se hisse à la sixième place : les « désaccords sur la manière d'élever les enfants et/ou de tenir un ménage ». Le plus surprenant est la multiplication par deux des « motifs sexuels » entre 1958 et 1968. L'adultère féminin gagne du terrain par rapport à l'infidélité masculine. Dans les pétitions lancées par les femmes en faveur de l'avortement à la fin des années 1960, des épistolières instruites déclarent que leurs partenaires masculins

⁴⁰ Harsch 2007 : 284-286.

⁴¹ Harsch 2007 : 287-291, 295-296.

doivent apporter leur soutien aux aspirations professionnelles des femmes et que les femmes méritent une vie sexuellement satisfaisante⁴². La plupart des divorces sont dus, cependant, à des comportements masculins ancestraux. Trois des cinq principaux cas de divorce sont les mêmes en 1968 que dix ans plus tôt : l'infidélité, l'« abus d'alcool » et le « mauvais mariage » (couramment évoqué lorsque le mariage est récent)⁴³. L'infidélité demeure la cause principale de divorce, et l'abus d'alcool devient relativement *plus* important entre 1958 et 1968. En 1968, les plaignantes peuvent citer plus d'un motif de divorce. Les « combinaisons [de motifs] les plus fréquentes » incluent toutes la « violence masculine »⁴⁴. Dans les zones rurales, en particulier, les conflits conjugaux proviennent le plus souvent d'« une compréhension des relations hommes/femmes encore loin d'être socialiste. [À la campagne] la violence, l'abus d'alcool et la charge des tâches ménagères incombant presque uniquement aux femmes caractérisent le mariage »⁴⁵.

En 1964, la RDA atteint l'objectif qu'elle s'était fixé d'intégrer la majorité des jeunes mères mariées à la masse des salariés – et la même année le taux de fertilité des femmes est-allemandes décline pour la première fois depuis 1946. Il chute au cours de la décennie suivante et encore davantage chez les femmes mariées que chez les célibataires. Pour le SED, la baisse de la fertilité est peut-être la conséquence la plus déconcertante de l'arrivée des femmes dans le monde du travail. La RDA a toujours été nataliste et maternaliste dans son discours et dans ses actes, mais c'est la première fois que la fertilité devient une question préoccupante. Dans les années 1950, promouvoir massivement la procréation était inutile. Une grande majorité de la population croyait que toutes les femmes voulaient des enfants (nombreux). Le refrain du natalisme était constant : livres sur le mariage et la tenue du ménage, romans, pamphlets et articles de

⁴² Harsch 2007 : 297.

⁴³ Erfahrungen aus einem Gerichtspraktikum in Familiensachen, *Neue Justiz* (NJ) 1961, 779-780.

⁴⁴ BLHA, Rep. 601, Akte : 8294. Ehescheidung... 9.9.1970.

⁴⁵ DY34/4290. Bl. 134, Zusammenarbeit mit dem Ministerium der Justiz, 1966/1967. Buro Margot Müller, Untersuchung..., 9, 16, 23-25 ; Heinrich, Goeldner, et Schilde, Rechtsprechung, NJ 1961, 778.

presse présentaient la maternité comme un accomplissement de la nature féminine et les familles nombreuses comme le comble du bonheur. Le message était transmis sans insister car, jusqu'en 1963, l'État pouvait se satisfaire d'une augmentation modeste mais constante de la fertilité. Il avait bien une politique nataliste mais celle-ci reposait largement sur des mesures peu coûteuses et « silencieuses ». L'État refusait pratiquement toute légalisation de l'avortement et appliquait strictement cette interdiction. Il faisait peu de chose pour promouvoir l'éducation sexuelle de la jeunesse. Il vendait ou prescrivait peu de contraceptifs (préservatifs, capes cervicales et spermicides). Il y eut quelques mesures positives comme les allocations familiales et le congé de maternité. Le montant de ces aides était faible, mais il avait progressivement augmenté à partir de 1958⁴⁶.

Dans les années 1960, les femmes réduisent leur fertilité grâce à une combinaison de moyens mécaniques (préservatifs et capes), d'avortements illégaux (bien qu'il devienne difficile après la fermeture du Mur de prendre contact avec les avorteurs hors-la-loi de Berlin Ouest), et, pour une petite minorité de femmes, de contraception par voie orale. En 1964-1965, l'industrie pharmaceutique d'Allemagne de l'Est devient la cinquième du monde à produire une pilule à base d'œstrogène. La RDA en exporte la plus grande part, et en conserve juste assez pour le marché intérieur, soit 3% des femmes en âge de procréer. Au cours des années 1960, un nombre toujours accru de femmes réclament non seulement l'accès à une véritable contraception mais aussi le droit d'interrompre leur grossesse, et de réduire encore davantage leur fertilité. À partir de 1950, des femmes ont écrit au ministre de la Santé (ainsi qu'à des dirigeants du SED) pour réclamer le droit à l'avortement⁴⁷. Après 1965, le nombre de pétitions augmente. Les pétitionnaires présentent désormais leur cas non comme une supplique mais comme une revendication. Elles critiquent les méthodes « rigides » et « dogmatiques », le « bureaucratisme » et l'esprit « petit-bourgeois » des commissions et des médecins chargés de décider d'une interruption de grossesse. Elles soulignent le fait que la réglementation est plus libre en URSS et

⁴⁶ Harsch 2007 : 133-140, 143-146 ; Winkler 1990 : 25-27.

⁴⁷ Harsch 2007 ; 143-151, 264-269 ; Harsch 1997.

dans la plupart des pays socialistes d'Europe de l'Est. Elles insistent sur leur droit à réguler leur propre fertilité et à jouir d'une vie sexuelle satisfaisante et insouciant. Elles notent les contradictions entre le discours de la RDA sur l'égalité et la pratique du gouvernement, à savoir le contrôle du corps féminin. Une femme enceinte, déjà mère de deux enfants, s'étonne en ces termes :

Pourquoi les femmes ne peuvent-elles décider pour elles-mêmes ? (...) Aujourd'hui encore les femmes sont subordonnées aux hommes et n'ont pas des droits égaux.

Une autre femme se plaint d'avoir été « laissée à la traîne de la société » car avec quatre enfants elle ne peut ni travailler ni étudier. « Ainsi, voyez-vous, poursuit-elle, la question de l'égalité des droits reste ouverte et totalement non résolue pour moi »⁴⁸. De plus en plus nombreuses, les femmes instruites sont non seulement susceptibles d'assumer un travail à plein temps mais réclament aussi le droit de gérer leur propre corps et leur fertilité – et disent haut et fort que sans ce droit on ne peut parler d'émancipation.

Les femmes communistes et les femmes gynécologues – qui sont désormais nombreuses à sortir des écoles de médecine – s'emparent de la cause. Comme souvent dans les années 1960, les dirigeants du Parti créent une commission pour étudier le problème. Ce « groupe de travail », composé de gynécologues (hommes et femmes) et de femmes membres du SED et de la DFD, analyse l'étendue, les causes et les effets de l'avortement illégal en RDA. Leur enquête révèle dans quel désespoir se trouvent les femmes, mariées pour la plupart, qui sont enceintes pour la troisième ou la quatrième fois après avoir accouché à peine 12 à 18 mois plus tôt, et qui tentent de garder un travail, tout en essayant d'obtenir une qualification ou en aidant leur mari à terminer ses études. Le ministère de la Santé décide en 1965 d'accorder une autorisation *de facto*, une « relaxe secrète » des poursuites liées à l'Article 11 (la réglementation de l'avortement en RDA). Les résultats sont désastreux du point de vue du régime ; la relaxe ne reste pas secrète, le nombre des demandes d'avortement grimpe en flèche, le nombre de permissions accordées s'accroît, mais

⁴⁸ BLHA Rep. 601/6324, Bl. 294-296, 632-633 ; Harsch 1997 : 74-79.

également celui des plaintes contre les restrictions. La situation étant de plus en plus chaotique, il devient clair que l'Article 11 doit soit être appliqué par la force soit être abrogé. Finalement Honecker décide de se jeter à l'eau, autrement dit il promeut les droits reproductifs alors même que le taux de fertilité est en train de chuter. Le régime ne veut pas s'aliéner le soutien des femmes et réalise que toute tentative pour rétablir le contrôle est vouée à l'échec⁴⁹.

L'extension de la sphère privée

L'« unité de la politique sociale et économique » promu par Honecker tend aux Allemands de l'Est les perches de la consommation et du revenu pour les inciter à produire et se reproduire toujours plus. Le système offre une combinaison pragmatique d'allocations sociales et privées qui, par-delà le discours de propagande, rappelle le mélange de mesures promu par les économistes d'Ulbricht pour attirer les ménagères dans le monde du travail salarié et les femmes déjà employées dans des cycles de formation. Avec le temps, la tendance maternaliste et familiale de ce programme est de plus en plus marquée. Dans l'ensemble, la politique sociale, comme le montant des pensions, finit par stagner. Cependant, le salaire minimum (qui concerne beaucoup plus de femmes que d'hommes) connaît deux augmentations. En 1976, le congé de maternité est considérablement allongé – à six mois pour le premier enfant et à un an pour le second. À partir de 1979, les femmes ont droit à un congé d'un an pour leur premier enfant ; à partir de 1986 à un congé payé de 18 mois pour le troisième enfant. En 1987, les allocations familiales sont augmentées de manière significative dans le « but de diminuer l'écart de revenus entre les foyers avec enfants et les foyers sans enfants ». L'expansion du programme de construction de logements se poursuit. Le développement des allocations en faveur des jeunes familles à deux salaires et l'institutionnalisation de la garde des enfants contrastent avec le modèle du « père chef de famille » et de la sécurité sociale appliquée

⁴⁹ Harsch 1997 et 2007 : 270-273.

en Allemagne de l'Ouest, mais coïncident par exemple largement avec les politiques mises en œuvre en Suède et en Finlande⁵⁰.

Dans le même temps, le régime libéralise l'expression culturelle. Écrivains et réalisateurs de films racontent des histoires qui explorent le quotidien plutôt que de mettre en scène des héros et des événements exceptionnels⁵¹. Le cinéma se fait le témoin du « triomphe de l'ordinaire » et les studios gouvernementaux se spécialisent dans des films où les protagonistes sont des femmes luttant pour trouver leur accomplissement dans l'amour, le travail et/ou la famille au sein d'une société socialiste pas toujours charitable⁵². De la même façon, l'édition connaît une vague de « littérature féministe » centrée sur les frustrations professionnelles, sexuelles et affectives des femmes dans un monde d'hommes⁵³. L'Allemagne de l'Est est alors connue pour les cours d'éducation sexuelle dispensés dans le secondaire et pour les ouvrages de vulgarisation vantant une sexualité progressiste et l'accomplissement sexuel des femmes. Elle devient célèbre pour ses plages naturistes, le nudisme étant présenté comme une pratique pro-famille et terre à terre, sans excitation ni érotisme. Ayant renoncé à réprimer la *Freikörperkultur* dans les années 1960, l'État en est venu, dans les années 1980, à célébrer le naturisme – un exemple frappant des nouvelles formes de légitimité que le régime met en avant⁵⁴. La propagande gouvernementale présente les loisirs privés et les plaisirs corporels comme une preuve de la bonne santé du socialisme, face à la décadence du capitalisme. Alors que les films et la littérature féminine portent un regard critique sur la vie quotidienne des ménages et sur les relations hommes/femmes en Allemagne de l'Est, la propagande gouvernementale idéalise plutôt la famille et le foyer et en fait des métaphores d'un socialisme « bien réel ». À l'occasion du trentième anniversaire de la RDA en 1979, on placarde partout « une affiche montrant une famille heureuse dans une maison ressemblant à

⁵⁰ Harsch 2007 : 307-309.

⁵¹ Thaa *et al.* 1992 : 53-54 (citation) ; Bouvier 2002 : 234-237.

⁵² Feinstein 2002 : 12-15 ; 228-234.

⁵³ Budde 2003 : 380-397.

⁵⁴ McLellan 2011: 4-15, 33-36, 205-213.

un dessin d'enfant et disant : 'Ici c'est chez nous' »⁵⁵. Le slogan le plus largement répandu durant l'ère Honecker est « *Soziale Sicherheit und Geborgenheit* ». Les deux termes se traduisent par « sécurité » ou « sûreté ». Dans *Geborgenheit* on trouve par ailleurs « la connotation de foyer, de chaleur et même de tendresse pour les réfugiés en détresse ou les enfants ». Le paternalisme est omniprésent mais il est désormais une composante de la vie domestique⁵⁶.

Les résultats de la nouvelle politique et du nouveau discours sont aussi divers que les conséquences des modestes tentatives d'Ulbricht. Et ils sont beaucoup plus profondément déstabilisants pour l'économie socialisée, la vie quotidienne, les mentalités culturelles, et finalement pour les fondements politiques du système. Le bilan pour les femmes et pour les relations hommes/femmes est ambigu. Le principal effet de la *Multipolitik* est de renforcer l'organisation traditionnelle de la famille nucléaire. Elle suppose que l'épouse/mère accomplit un travail domestique et elle fait du mariage l'axe central de la famille⁵⁷. Pourtant la légalisation de l'avortement et l'accès à la contraception donnent aux femmes le contrôle de leur vie reproductive. Études et pétitions suggèrent que les mères apprécient ces divers avantages, mais qu'elles les enregistrent vite comme des droits acquis et en attendent d'autres. La vie quotidienne devient plus agréable, mais pas assez pour inverser les tendances en matière de fertilité, de mariage et de divorce qui ont accompagné la croissance de l'emploi féminin dans tous les pays industrialisés depuis 1945. Le taux de natalité connaît certes une augmentation pendant de nombreuses années au milieu de la décennie 1970, mais il chute ensuite entraînant de nouvelles mesures natalistes. Le taux de divorces augmente ; les naissances hors mariage représentent en 1989 un tiers des naissances. Si une bonne part des enfants concernés vit avec leurs deux parents, un grand nombre de jeunes mères élèvent seules leurs enfants ; elles sont pour la plupart à la recherche d'un partenaire sans pouvoir se satisfaire de ce qu'elles trouvent⁵⁸. S'ensuit une diversification limitée

⁵⁵ Maier 1997 : 28-29.

⁵⁶ Citation tirée de Wierling 2000 : 13. Voir aussi Diemer 1994 : 73-81.

⁵⁷ Bouvier 2002 : 264-271.

⁵⁸ Bouvier 2002 : 295, 262 ; Thaa *et al.* 1992 : 181-84.

mais perceptible des types de familles, même si les enfants demeurent le centre du foyer réel et idéal.

Le taux d'emploi des femmes continue d'augmenter. En 1989, 80% des mères ont un emploi salarié et les femmes représentent un peu moins de la moitié de la main d'œuvre ouvrière. Plus de 80% des ouvrières/employées ont suivi un programme de qualification. Le taux global de formation professionnelle et universitaire des femmes est à peine plus bas que celui des hommes⁵⁹. Mais les femmes gagnent 25% à 30% de moins que les hommes. Elles restent sur-représentées dans les emplois non qualifiés ou semi-qualifiés et sous-représentées aux grades les plus élevés. Beaucoup occupent des postes d'un niveau inférieur à leur qualification et évitent les carrières incompatibles avec leurs obligations familiales⁶⁰. L'État introduit des règles visant à réduire le travail à temps partiel mais les femmes et leurs contremaîtres s'entendent pour les contourner et le taux d'emploi à temps partiel pour les femmes est toujours de 27,6% en 1983⁶¹.

La subjectivité féminine est certes, dans l'ensemble et probablement aussi au niveau individuel, de plus en plus diversifiée : si la majorité des femmes privilégie la famille et accepte les tâches domestiques, elles expriment aussi un engagement marqué à l'égard de leur travail⁶². La subjectivité masculine semble avoir évolué en faveur d'un engagement accru dans la sphère domestique. Plus de trois cinquièmes des femmes *et des hommes*, selon une étude de 1988, déclarent vouloir consacrer plus de temps à leur foyer et aux activités domestiques et familiales. Plus de la moitié désirent avoir plus de temps pour les amis et les loisirs, pour profiter de la nature, pour se former, alors que moins d'un tiers se déclare prêt à consacrer du temps à la politique ou à la vie associative. Les Allemands de l'Est aspirent au développement personnel et à l'auto-détermination, à l'« authenticité ». Ces réponses évoquent une population ayant des goûts modernes et des préoccupations privées. Mais ce peuple se sent aussi submergé par les corvées et les tâches domestiques car dans les

⁵⁹ Bouvier 2002 : 244 ; Diemer 1994 : 114 ; Helwig 1995 : 1248, 1253.

⁶⁰ Einhorn 1992 : 126-127 ; Winkler 1990 : 60-63 ; Alsop 2000 : 34-35.

⁶¹ Bouvier 2002 : 288-289.

⁶² Kott 2001 : 242.

années 1980, il devient de plus en plus difficile d'accéder à des biens et des services de qualité⁶³.

Les décisions des femmes concernant le travail, l'éducation et la reproduction dans les années 1960, telles qu'elles furent étudiées et interprétées par des femmes communistes, montrent combien il était insensé de sous-estimer l'influence des relations domestiques sur la modification souhaitée des relations sociales. L'« unité de la politique sociale et économique » envisagée par Honecker prit en compte cet aspect ; en 1979, la famille ne comptait plus pour rien. Elle était désormais au centre des programmes sociaux du SED et même de son discours de légitimation. Toutefois la famille ainsi prise en compte était la même que celle qui avait été jusque-là négligée : une famille nucléaire fondée sur l'inégalité des relations hommes/femmes. Les politiques des années 1970 encouragèrent une privatisation pluraliste de la vie quotidienne tout en s'appuyant sur des relations hommes/femmes très conventionnelles. Ces formes de privatisation stimulèrent sans les satisfaire l'envie irrépressible de biens matériels et immatériels. Elles favorisèrent au contraire l'aspiration à davantage de liberté personnelle – vers la fin des années 1980, ces aspirations se politisèrent de plus en plus et furent l'une des causes de l'agitation et des manifestations qui renversèrent à la fois le SED et la RDA⁶⁴.

Traduit de l'anglais par Geneviève Knibiehler

Bibliographie

ALSOP Rachel, 2000, *A Reversal of Fortunes? Women, work and change in East Germany*, New York and Oxford, Berghahn Books.

ANSORG Leonore & Renate HÜRTGEN, 1999, « The myth of female emancipation: contradictions in women's lives », in Konrad JARAUSCH (ed.), *Dictatorship as Experience: towards a socio-cultural history of the GDR*, New York and Oxford, Berghahn, p. 163-176.

⁶³ Thaa *et al.* 1992 : 166-168, 172-177 ; Harsch 2007 : 315-317.

⁶⁴ Thaa *et al.* 1992 : 5, 431-439, 169.

- BETTS Paul, 2010, *Within Walls: private life in the German Democratic Republic*, Oxford, Oxford University Press.
- BOUVIER Beatrix, 2002, *Die DDR – Sozialstaat? Sozialpolitik in der Ära Honecker*, Bonn, Dietz.
- BUDDE Gunilla-Friederike, 2003, *Frauen der Intelligenz. Akademikerinnen in der DDR 1945 bis 1975*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.
- DIEMER Susanne, 1994, *Patriarchalismus in der DDR. Strukturelle, kulturelle und subjective Dimensionen der Geschlechterpolarisierung*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- EINHORN Barbara, 1992, «German democratic republic: emancipated women or hardworking mothers?», in Chris CORRIN (ed.), *Superwomen and the Double Burden: women's experience of change in central and eastern Europe and the former Soviet Union*, London, Scarlet Press, p. 125-154.
- FEINSTEIN Joshua, 2002, *The Triumph of the Ordinary: depictions of daily life in the East German cinema, 1949-1989*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- HARSCH Donna, 1997, «Society, the state, and abortion in East Germany, 1952-1972», *American Historical Review*, 102/1, p. 53-84.
- , 2007, *Revenge of the Domestic: women, the family and communism in the German Democratic Republic*, Princeton, Princeton University Press.
- , 2009, «Sex, divorce, and women's waged work: private lives and state policy in the early German Democratic Republic», in Jill MASSINO & Shana PENN (eds), *Gender Politics and Everyday Life in State Socialist Eastern and Central Europe*, New York, Palgrave, p. 97-113.
- HELWIG Gisela, 1995, «Frauen im SED-Staat», in Deutscher Bundestag (ed.), *Materiellen der Enquete-Kommission 'Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland'*, Bd. III/2, *Rolle und Bedeutung der Ideologie, integrativer Faktoren und disziplinierender Praktiken in Staat und Gesellschaft der DDR*, Baden-Baden.
- HÜBNER Peter, 1995, *Konsenz, Konflikt und Kompromiß. Soziale Arbeiterinteressen und Sozialpolitik in der SBZ/DDR 1945-1970*, Berlin, Akademie Verlag.
- KOTT Sandrine, 2001, *Le Communisme au quotidien*, Paris, Belin [trad. anglaise par Lisa GODIN-ROGER, *Communism Day to Day: state enterprises in East German society*, 2014, Ann Arbor, University of Michigan Press].
- , 2009, «Die Kinderkrippe», in Martin SABROW (ed.), *Erinnerungsorte der DDR*, Munich, C.H. Beck, p. 281-290.
- KREUTZER Susanne, 1999, «“Sozialismus braucht gebildete Frauen”: Die Kampagne um das Kommuniqué “Die Frauen – der Frieden und der Sozialismus” in der DDR 1961/1962», *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 47, p. 23-37.
- LAPIDUS Gail W., 1978, *Women in Soviet Society*, Berkeley, University of California.

- McLELLAN Josie, 2011, *Love in the Time of Communism: intimacy and sexuality in the GDR*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MAIER Charles, 1997, *Dissolution: the crisis of communism and the end of East Germany*, Princeton, Princeton University Press.
- MERKEL Ina, 1999, *Utopie und Bedürfnis. Die Geschichte der Konsumkultur in der DDR*, Cologne, Böhlau.
- MERTENS Lothar, 1998, *Wider die sozialistische Familiennorm. Ehescheidungen in der DDR, 1950-1989*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- PENROSE Virginia, 1990, « Vierzig Jahre SED Frauenpolitik: Ziele, Strategien und Ergebnisse », *Frauenforschung. Informationsdienst des Forschungsinstituts Frau und Gesellschaft*, 8/4, p. 60-77.
- REYER Jürgen & Heidrun KLEINE, 1997, *Die Kinderkrippe in Deutschland. Sozialgeschichte einer umstrittenen Einrichtung*, Freiburg im Breisgau, Lambertus-Verlag.
- SACHSE Carola, 2002, *Der Hausarbeitstag. Gerechtigkeit und Gleichberechtigung in Ost und West 1939-1994*, Göttingen, Wallstein.
- SZEPANSKY Gerda, 1995, *Die stille Emanzipation. Frauen in der DDR*, Frankfurt/Main, Fischer.
- THAA Winfried et al., 1992, *Gesellschaftliche Differenzierung und Legitimitätsverfall des DDR-Sozialismus. Das Ende des anderen Wegs in der Moderne*, Tübingen, Franke Verlag.
- TRAPPE Heike, 1995, *Emanzipation oder Zwang? Frauen in der DDR zwischen Beruf, Familie and Sozialpolitik*, Berlin, Akademie Verlag.
- ULBRICHT Helga et al., 1957, *Probleme der Frauenarbeit*, Berlin, Verlag Neues Leben.
- WIERLING Dorothee, 2000, « Is gender a useful category for the history of the GDR? », unpublished paper presented at the German Historical Institute, London.
- WINKLER Gunnar (ed.), 1990, *Frauenreport '90*, Berlin, Verlag Die Wirtschaft.